YÉMEN

Saleh rejette une médiation des pays du Golfe

Le président contesté du Yémen, Ali Abdallah Saleh, a rejeté hier un plan de sortie de crise proposé par les monarchies du Golfe qui prévoit son départ et la mise en place d'un gouvernement intérimaire dominé par l'opposition.

Dans une brève intervention devant ses partisans à Sanaâ, le président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, a accusé les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) «d'ingérence» et nommément dénoncé le rôle du Qatar.

Les pays du CCG — Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Oman, Qatar et Koweït —, extrêmement inquiets face à l'instabilité au Yémen, parent pauvre de la Péninsule arabique, avaient proposé leur médiation le 3 avril.

Mercredi, le Premier ministre du Qatar, cheikh Hamad Ben Jassem Al-Thani, a spécifié que l'offre du CCG prévoyait le retrait immédiat du président Saleh, 69 ans, une exigence de l'opposition toujours refusée par le chef de l'Etat.

La médiation du CCG propose également la remise du pouvoir au vice-président Abed Rabo Mansour, la formation d'un gouvernement dominé par l'opposition et des garanties au président qu'il ne sera pas poursuivi en justice.

«C'est une ingérence flagrante dans les affaires intérieures du Yémen», a lancé le président Saleh, qui a assuré: «Nous tirons notre force de la force de notre grand peuple, ni du Qatar, ni de personne d'autre.» «Nous sommes nés libres, et nous sommes libres de décider», a poursuivi le président Saleh, qui s'est dit prêt à passer la main mais dans le cadre d'une transition ordonnée avant le début 2012. «Les autres doivent nous respecter. Nous rejetons tous les complots contre la démocratie, la Constitution et la liberté», a encore lancé le chef de l'Etat, qui se retrouve isolé après la défection ces dernières semaines d'une partie de l'armée et de chefs tribaux et religieux.

Photos : DR

Ali Abdallah Saleh.

Plus tôt, le ministre yéménite des Affaires étrangères Abou Bakr al-Kourbi avait déclaré que le pouvoir examinait l'offre de médiation du CCG.

«L'initiative des ministres des Affaires étrangères du CCG est examinée actuellement par la direction politique de notre pays», avait indiqué M. Kourbi, cité hier par les médias officiels.

Mais il a tenu à souligner que «toute initiative visant à trouver une solution à la crise en accord avec la Constitution est la bienvenue et peut amorcer une véritable solution» au Yémen.

Le président Saleh s'est exprimé devant ses partisans qui ont marché de la place Tahrir, dans le centre de Sanaâ, à une place proche du palais présidentiel, tandis qu'à l'autre bout de la ville, des milliers de protestataires continuent de camper pour exiger son départ.

Le CCG est dominé par l'Arabie saoudite, géant pétrolier qui partage une longue frontière avec le Yémen, et qui est inquiet de l'instabilité chez son voisin et de l'activité dans le sud du pays de groupes affiliés à Al-Qaïda.

Le royaume saoudien, qui a longtemps aidé financièrement le président Saleh, a proposé d'accueillir à Riyad les tractations éventuelles entre le régime yéménite et l'opposition.

L'opposition, qui a accepté l'offre du CCG, exige que ces tractations débouchent sur le départ de M. Saleh alors que ce dernier se dit prêt à céder ses prérogatives dans le cadre d'un processus de transition incluant des élections avant la fin de l'année.

Jeudi, un responsable de l'opposition parlementaire, Mohamed Al-Sabri, avait estimé que «la balle est désormais dans le camp de M. Saleh», et avait dit s'attendre à ce que le chef de l'Etat renonce «volontairement» au pouvoir.

Washington, qui a longtemps vu dans M. Saleh un allié contre les émules d'Oussama Ben Laden, a fait savoir qu'il devait céder le pouvoir et que la coopération antiterroriste pouvait se poursuivre avec quelqu'un d'autre.

CÔTE-D'IVOIRE

Ouattara face au défi majeur du rétablissement de la sécurité

Le président ivoirien internationalement reconnu, Alassane Ouattara, était hier confronté au défi majeur du rétablissement de la sécurité en Côte-d'Ivoire, particulièrement à Abidjan où le sortant Laurent Gbagbo restait reclus dans la résidence présidentielle.

Dans l'ouest du pays, désormais aux mains des forces fidèles à Ouattara, des enquêteurs de l'ONU ont découvert plus de 100 corps ces dernières 24 heures. «Plus de cent corps ont été trouvés ces dernières 24 heures dans trois endroits dans l'ouest», Duékoué, Bloléquin et Guiglo, a déclaré à Genève un porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, précisant que ces meurtres semblaient avoir eu des mobiles «ethniques».

«Il y a eu une escalade ces deux dernières semaines», a relevé Rupert Colville, avertissant qu'il fallait être «prudent au moment d'assigner des responsabilités». Dans sa première allocution télévisée depuis l'aggravation de la crise post-électorale des dernières semaines, Alassane Ouattara a promis jeudi soir que «la lumière sera faite sur tous les massacres» et que leurs auteurs «seront sanctionnés».

A Abidjan, la situation était calme hier matin autour du palais présidentiel et près de la résidence présidentielle. «On entend seulement de temps en temps quelques rafales d'armes individuelles mais rien qui ressemble à des combats», a rapporté un habitant de Cocody (nord), où se trouve la résidence présidentielle.

Alassane Ouattara a annoncé jeudi qu'un blocus avait été établi autour du périmètre de la résidence où Laurent Gbagbo est retranché «avec armes lourdes et mercenaires».

Hier matin, une habitante résidant près du palais présidentiel, dans le quartier du Plateau, dans le centre d'Abidjan, a dit ne pas avoir entendu de tirs. «C'est calme, mais le problème d'eau persiste. J'ai envoyé mes filles chercher de l'eau dans un bâtiment encore approvisionné, ça devient de jour en jour de plus en plus compliqué», a déclaré cette femme.

Après l'impasse politique née de l'élection présidentielle du 28 novembre et l'enlisement militaire, Abidjan, livrée aux pillards, est confrontée à l'urgence humanitaire : le système de santé s'est effondré, l'eau et l'électricité sont souvent coupées et les réserves de nourriture s'amenuisent.

Alassane Ouattara a demandé aux responsables de ses forces «de prendre toutes les dispositions pour assurer le maintien de l'ordre et la sécurité des biens», ainsi que la liberté de mouvement dans le pays.

Annonçant un prochain allègement du couvre-feu en vue de permettre un «retour progressif à la normalité», il a aussi appelé son peuple à l'unité afin de relancer la reconstruction du pays et à la «reprise de l'activité économique».

«J'ai demandé que les sanctions de l'Union européenne sur le port d'Abidjan et San Pedro et sur certaines entités publiques du fait du régime illégitime de Laurent Gbagbo soient levées», a-t-il dit. L'Union européenne impose un embargo sur les deux ports pour faire pression sur Laurent Gbagbo. Celui de San Pedro (sud-ouest) est le premier port d'exportation de cacao au monde.

«Nous avons reçu une demande du président Ouattara visant à retirer certaines entités de la liste des sanctions» de l'UE, a indiqué hier à l'AFP le porte-parole de la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton, Michael Mann. «Nous espérons être bientôt en mesure de commencer à assouplir les sanctions», a-t-il ajouté.

Selon une source diplomatique, les pays européens travaillent aussi à la levée de sanctions pesant sur des entreprises impliquées dans l'exportation de cacao. Une décision pourrait être prise mardi à l'occasion d'une réunion des ministres européens des Affaires étrangères à Luxembourg.

Les agences de l'ONU ont demandé l'ouverture de couloirs humanitaires dans le pays pour venir en aide aux victimes qui fuient les violences.

Elles ont aussi indiqué avoir distribué des vivres pour six jours à Duékoué où des milliers de personnes sont notamment réfugiées dans une mission catholique. Quelque 30 000 personnes, restées parfois des jours sans manger, s'y entassaient, fuyant les violences dans cette ville, prise le 29 mars par les forces d'Alassane Ouattara.

«Nous n'avons pas mangé depuis deux jours. Mes enfants sont de plus en plus faibles», a témoigné Anaï Alphonsine, 50 ans, sous un abri en toile plastique dans une chaleur suffocante, près d'enfants aux ventres ballonnés et aux yeux creusés.

REBELLES LIBYENS

Les yeux au ciel

Les avions de l'Otan rugissent dans le ciel au-dessus d'Ajdabiya (est) mais, malgré le tir fratricide qui a décimé la veille leur colonne blindée, les rebelles libyens saluent leur présence et comptent sur leur soutien.

Ils étaient quelques dizaines, hier matin, à la porte Ouest de la ville, perdue en plein désert à sept kilomètres du centre. Pas vraiment une ligne de défense, plutôt un point de rassemblement. Le front, comme depuis plusieurs jours, s'est stabilisé à une trentaine de kilomètres à l'ouest : les forces de Mouammar Kadhafi, vulnérables dans cette immense plaine, hésitent à approcher. Nagi Dressi, 36 ans, barbe noire fournie et keffieh sur la tête, n'arrive pas à croire que ce sont vraiment des chasseurs-bombardiers de l'Alliance atlantique qui ont pris pour cible jeudi matin les premiers blindés que l'état-major insurgé envoyait au contact de l'ennemi. Au moins quatre morts et six disparus. «Moi dit-il, au volant de son pick-up équipé à l'arrière d'une mitrailleuse anti-aérienne, je crois que ce sont plutôt des avions de Kadhafi, transportés de nuit en cachette sur des camions. Ils décollent de Brega et nous bombardent avant que l'Otan ne puisse faire quelque chose»...

Sa fumeuse théorie soulève les sarcasmes de ses compagnons d'armes... D'autant que l'Otan elle-même a reconnu hier avoir frappé par erreur.

«Mais bon, soupire-t-il, même si c'est l'Otan, on ne leur en veut pas. On remercie la France et l'Otan de leur appui. Surtout la France. Ils ont sauvé Benghazi. Il faut qu'ils frappent encore». Tous les rebelles sont persuadés que ce sont les Rafales français qui ont, le 19 mars, anéanti la colonne blindée de Tripoli qui s'apprêtait à entrer en force dans la capitale de l'insurrection libyenne. Chapeau de brousse kaki, barbe bien taillée et uniforme impeccable, Wassim Mariouna, 26 ans, était dans l'armée avant la «révolution». «J'espère que la France va reprendre le commandement des opérations», dit-il. «Ils étaient beaucoup plus efficaces. Quand les avions français étaient dans le ciel, les mercenaires de Kadhafi ne savaient plus où fuir. On les avait chassés jusqu'aux portes de Syrte» (la ville natale du colonel Kadhafi, à 410 km de là). «Notre état-major doit mieux organiser les choses avec l'Otan», ajoute Wassim. «Il faut qu'ils soient plus en contact, qu'ils leur disent où nous sommes.» Un petit talkie-walkie crachote sur son épaule droite, inaudible. «Oh çà.... Non, je ne suis en contact qu'avec mon groupe. Il ne porte qu'à sept kilomètres. On a acheté çà nous-mêmes». Jeudi soir le chef d'état-major de la rébellion, le général Abdelfatah Younès, a assuré que le déploiement des chars rebelles, le premier depuis le début des combats, avait été signalé à l'Otan. Il a affirmé que l'insurrection disposait de 400 autres blindés, et qu'ils allaient être employés. Pour éviter les frappes fratricides, Jamal (il ne veut donner que son prénom) et ses copains ont eu une idée. Armé d'un pot de peinture rose chair et d'un large pinceau, il peint un gros «Z» entouré d'un cercle sur le toit de certaines voitures, arrêtées au barrage. «C'est un signe secret», dit ce jeune homme de 24 ans, les mains et le treillis maculés de peinture. Il chasse des photographes. «Les avions de l'Otan prennent des photos avant de tirer. Comme ça, ils sauront que c'est nous...» Un de ses amis ajoute : «C'étaient des avions de Kadhafi, venus du Tchad.» Un autre : «Non ! Israéliens. Le Mossad.» Mohamad Wafali, 20 ans, venu de Benghazi, clôt le débat : «De toutes les façons, on ne veut que des avions français. Les autres, ils louchent !»